

TRIBUNAL DE BATNA

Peine capitale pour le commanditaire de l'attentat contre Bouteflika

Siégeant en session criminelle mercredi dernier, la cour de Batna a prononcé la peine capitale par contumace à l'encontre de l'«émir» de Katibet el Mout Mehira Ali, alias Abou Raouaha ainsi que deux de ses lieutenants.

Ce sanguinaire qui sème toujours la terreur est originaire de Batna et continue d'opérer dans les monts de Ouistili, au sud de la wilaya (Tazoult, Béni Fédhala) serait le commanditaire de l'attentat qui a visé le président de la République le 16 septembre de l'année écoulée.

La condamnation prononcée mercredi dernier se rapporte à une autre affaire criminelle, le

faux barrage dressé un certain 5 juillet 2003 au lieu-dit «Rebouaâ» sur l'axe routier Timgad-Khenchela. L'un des rescapés de ce massacre dont furent victimes deux militaires, un policier et un civil, en plus de quarante millions de centimes subtilisés aux voyageurs, a reconnu parmi les vingt-cinq terroristes formellement Attia Nacer (45 ans) connu pour ses

prêches incendiaires, Besnene Fateh (31 ans) et Mehira Ali (31 ans). Ce dernier qui a bénéficié de la grâce présidentielle, a repris le maquis pour devenir émir de la phalange de la mort «Katibet El Mout» alias Abou Raouaha. Selon des informations de ceux qui sont au fait du terrorisme, il commanderait actuellement une trentaine de personnes réfugiées en forêt entre Tazoult, Béni Fedhala et Larbaâ.

Ali Mehira a fait parler de lui en septembre 2007, lorsque les services de sécurité intercep-

tent des communications qu'il avait avec Zéghina Wahid, l'un des mis en cause dans l'attentat qui a visé le président de la République et fait trente mort et une centaine de blessés. Par ailleurs, les six suspects inculpés pour appartenance à un groupe terroriste ont confirmé avoir agi sur ordre de Mehira Ali portant assistance au kamikaze Belezrag El Houari. Ces trois terroristes qui courent toujours seront jugés ultérieurement pour crime prémédité contre le premier magistrat du pays.

H. M.

SIDI-AÏCH (BÉJAÏA)

Les terroristes arrêtés s'apprêtaient à commettre un carnage

Le marché hebdomadaire de la ville de Sidi-Aïch (50 km du chef lieu de Béjaïa) où se déroulait une opération de ratissage par les militaires, a été la cible d'un groupe terroriste.

La population de cette localité a aussi échappé, mercredi dernier, à un carnage.

Selon des sources sécuritaires, des dizaines de terroristes, à leur tête Abdelmalek Droukdel, alias Aboumessaâb Abdelwoudou n°1 du GSPC seraient encerclés dans le massif de Béni K'sila.

Les acolytes du sinistre chef sanguinaire en liberté n'ont pas réussi leur coup, puisque l'attentat à la voiture piégée a été déjoué par les services de sécurité qui auraient intercepté la veille, une conversation téléphonique «codée» des éléments de cette branche armée.

Mercredi, tôt le matin, les mêmes services de sécurité ont abattu deux terroristes du même groupe sur les hauteurs de Sidi-Aïch, avant l'arrestation de deux autres dans un café noir de monde, en plein centre-ville. Ces derniers, selon certaines

informations, attendaient l'arrivée d'un véhicule bourré d'explosifs, qu'ils devaient faire exploser dans l'enceinte du marché.

De sources sécuritaires, l'on apprend que le commandement de la 1ère et 5e Région militaire impliquant de hauts responsables de la lutte anti-subversive auraient dépêché 8000 éléments entre forces d'intervention spéciale et les hommes d'élite des Groupes d'intervention et de réserve (GIR) de la Gendarmerie nationale pour les besoins de l'opération.

Kamel Gaci

IL A ASSIMILÉ LA CHARTE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE À LA DÉCLARATION DU 1^{er} NOVEMBRE 1954

L'hérésie de Farouk Ksentini

Pour Farouk Ksentini, président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), la Charte pour la paix et la réconciliation nationale est un texte de l'envergure même de la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954.

Présent jeudi dernier à Constantine pour l'installation de la délégation régionale de l'Est de sa commission, M^r Ksentini, tout en adoptant une position mitigée vis-à-vis de la toute dernière condamnation par le tribunal de Jijel des deux journalistes d'*El Watan*, s'est ouvertement attaqué à M^r Ali Yahia Abdennour pour dénigrer la position de ce dernier concernant la gestion du dossier des disparus.

En effet, interrogé à propos de l'état d'avancement de l'application des dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, M^r Ksentini a absolument mystifié ce projet, et ce, en l'assimilant à celui porté par la déclaration du 1^{er} Novembre 1954. «C'est une décision historique de l'envergure même de la Déclaration du 1^{er} novembre 1954», a dit M^r Ksentini en s'étalant sur les bienfaits de cette charte qui, selon ses termes, a permis de vaincre le terrorisme aussi bien sur le plan national qu'international. Selon le président de la CNCPPDH, 90 %

des bénéficiaires de l'amnistie dans le cadre de cette charte ont été indemnisés et revalorisés en dépit de la lourdeur de cette opération et des lenteurs bureaucratiques. Et sans donner le nombre exact des repentis, M^r Ksentini a précisé qu'il ne reste qu'un nombre limité de cas, complexes soient-ils ou concernant ceux exclus par les dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale qui sont à l'étude et vont éventuellement être résolus en dehors même des dispositions de la charte. «L'article 46 de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale laisse au président de la République une marge de manœuvres pour prendre l'initiative et résoudre, le cas échéant, des problèmes de ce genre», indiquera-t-il.

Sur un autre chapitre, M^r Ksentini, dans une réponse au vitriol de Me Ali Yahia Abdennour, s'en est pris à ce dernier à cause de sa position ayant trait à la gestion du dossier des disparus. «Son discours s'opposant à l'idée d'indemnisation des familles des disparus avant que la vérité soit élucidée est connu depuis longtemps, bien avant la publication de son livre intitulé *Justice et Vérités*. Personnellement, je respecte son opinion, mais, sur un plan intellectuel, je la trouve ahurissante, malhonnête même parce qu'il tente, à chaque fois, d'exploiter

politiquement le drame des disparus. En fait, sa position vis-à-vis de cette question n'est que des slogans farfelus qui ne correspondent en rien à la réalité qui est toute autre», déclara-t-il.

Il précisera dans ce contexte que 77 % des familles des disparus étaient pour l'idée d'indemnisation et dira que M^r Ali Yahia Abdennour n'est pas du tout concerné par ce problème ni habilité à décider à leur place et les priver de ce droit. «Nous nous sommes rapprochés de toutes les familles à travers le territoire national dans le cadre d'une commission ad hoc et la majorité était pour l'indemnisation. Sauf que certains, bien après, ont dénoncé les lenteurs administratives liées au traitement des dossiers et nous avons porté leurs préoccupations à la présidence de la République et ça va bientôt se régler», soulignera-t-il.

M^r Ksentini avait, par ailleurs, justifié cette position par l'impossibilité de remonter le film des événements et identifier les vrais coupables parce qu'il s'agit de dépassements qui ont été commis à titre individuel par certains agents de l'Etat à l'insu de leurs supérieurs et non pas en application d'instructions décrétées dans le cadre de la lutte antiterroriste.

«Nous avons vécu une décennie d'une violence atroce et notre armée n'était pas préparée pour y faire face. Des dépassements ont

été enregistrés mais il est quasiment impossible d'identifier les coupables. Dans ce cas, l'Etat est responsable et n'est en aucun cas coupable. Et pour régler ce problème qui a alimenté le débat politique en Algérie pendant plusieurs années, l'Etat a opté pour la solution morale et sociale après avoir consulté les familles concernées. Il fallait replacer les choses dans leur contexte parce qu'il est pratiquement impossible d'engager des procès qui concernent 6 046 disparus. Les agents de l'Etat sont des citoyens qui ont droit à la présomption d'innocence, avancera-t-il.

En ce qui concerne la question de la dépenalisation du délit de presse, le président de la CNCPPDH a adopté une position on ne peut plus mitigée, notamment par rapport à la condamnation par le tribunal de Jijel des deux journalistes d'*El Watan*. Il avait, en effet, avancé un argument pour le moins fallacieux pour exprimer son respect des décisions de la justice alors que la nature même de son institution, consultative soit-elle, devrait critiquer y compris la conception des lois qui entrave la promotion des droits de l'homme et des libertés collectives et privées.

«En fait, je n'étais pas surpris par la peine prononcée à l'encontre de ces deux journalistes parce qu'il s'agit d'un procès en diffamation. Et quoique j'ai tou-

jours dit que la prison n'est pas faite pour les journalistes, je n'ai pas le droit de critiquer la justice. D'ailleurs, je ne peux pas me prononcer sur cette question à partir du moment où ce jugement n'est pas définitif. Enfin, je crois que les juges d'appel de la Cour suprême peuvent exploiter l'alinéa 4 de l'article 53 du code pénal et revoir cette peine à la baisse», déclara-t-il. Et au lieu de trancher sa position vis-à-vis de la dépenalisation du délit de presse, il s'est versé dans un discours moralisateur à l'intention des chroniqueurs de la presse algérienne pour leur expliquer les fondements du métier de journaliste. «C'est vrai que la chronique est un genre journalistique spécifique où l'auteur peut exercer librement son style afin d'exprimer son opinion mais, malheureusement, plusieurs chroniqueurs sont des ennemis déclarés de l'Algérie et leurs écrits sont des raccourcis qui ne sont pas le plus souvent de meilleur aloi. En tout cas, leurs opinions m'importent plus. Mais, il faut être raisonnable en essayant d'aller au fond des choses», précisa-t-il.

Il convient de noter que la présidence de la délégation régionale Est de la CNCPPDH a été confiée à Me Fatiha Baghdadli, avocate et présidente de l'association Nour de protection et de promotion de la famille.

Lyas Hallas

BILAN D'UNE OPÉRATION DE LA GENDARMERIE D'ALGER OUEST

Onze personnes présentées aujourd'hui devant la justice

Onze personnes seront présentées aujourd'hui devant le procureur général, au niveau des tribunaux de Hammamet et Chéraga, à l'ouest d'Alger. Ces personnes ont été appréhendées jeudi dernier lors d'une opération-descente effectuée par 10 brigades de la gendarmerie d'Alger-Ouest au niveau de la RN 5.

Cette opération a mobilisé 80 gendarmes, 2 maîtres-chiens et 19 véhicules. Parmi les 11 personnes appréhendées, figurent cinq immigrés clandestins, originaires du Mali, du Niger et du Congo; dont trois convaincus de faux et usage de faux (date de résidence fausse).

Deux personnes ont été arrêtées pour trafic de drogue (6 grammes de kif), trois autres pour faux et usage de faux (falsification de cartes d'identité nationale, permis de conduire...) et une onzième pour fausse déclaration. La brigade de gendarmerie a également saisi des pétards d'une valeur de 17 millions de centimes, plusieurs centaines de kilogrammes de fruits et légumes ainsi que 34 bouteilles de bière. En matière de sécurité routière, plus de cinquante délits et infractions ont été répertoriés et 63 amendes forfaitaires versées. Onze véhicules ont été mis en fourrière et 7 retraits de permis opérés.

R. N.